

« Vert ne signifie pas nécessairement social »

Débâcle financière, famine, catastrophes naturelles... Les crises se succèdent à un rythme soutenu. Compte tenu des interdépendances planétaires, il devient évident que tous ces événements sont liés. Les stratégies visant à réduire chaque risque séparément ne suffisent donc plus. On mise à présent sur une économie respectueuse de l'environnement. Est-ce la panacée ? Les populations démunies de la planète en profiteront-elles aussi ? De Gabriela Neuhaus.



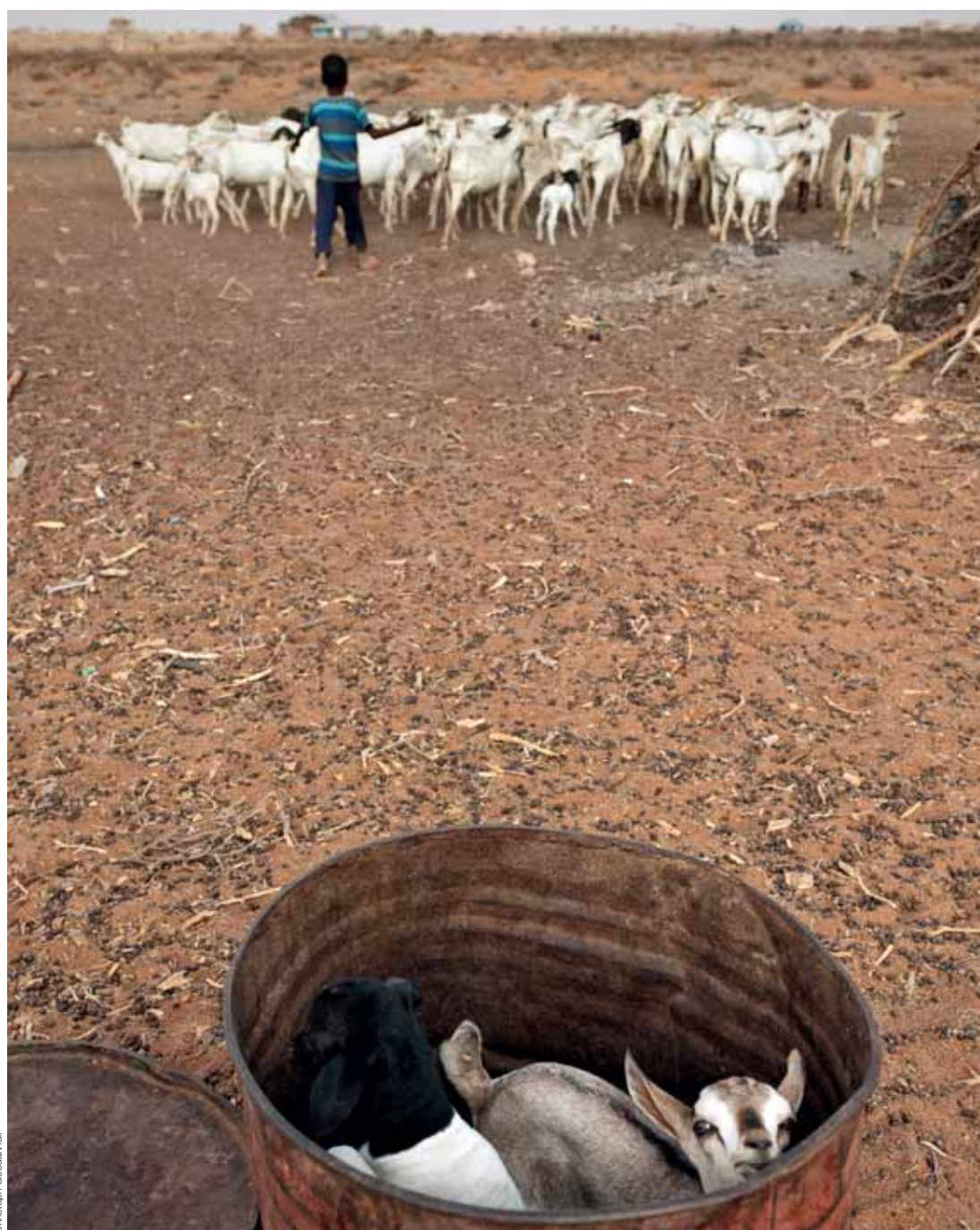
Denis Berry/Redux/laif

Les cas d'école ne manquent pas. L'un d'eux vient de Cuba. Après la famine qui a frappé l'île au début des années 90, les paysans ont fait de nécessité vertu : l'embargo commercial décrété par les États-Unis les empêchant d'importer des engrais et des pesticides, ils sont passés à la culture biologique. Ainsi, ils ont non seulement assuré l'approvisionnement alimentaire du pays, mais également mis en place une conversion qui a débouché sur des progrès au niveau environnemental et social.

Un autre succès a été enregistré en Corée du Sud, où une loi contraint depuis 2003 fabricants et importateurs à recycler un pourcentage donné de leurs produits. En l'espace de quatre ans, ce système a créé environ 3200 nouveaux emplois. En outre, la revalorisation de 69000 tonnes de vieux plastique a généré à elle seule un bénéfice de 69 millions de dollars en 2008.

Outre les deux exemples ci-dessus, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Depuis 2007, l'économie mondiale traverse une crise profonde, provoquée par les bulles spéculatives du système financier international – à gauche, la Bourse de New York. Pendant ce temps, les populations les plus démunies – celles de Somalie, par exemple, frappées par la sécheresse et la famine – ont plus que jamais besoin d'un développement durable.



Christoph Goedar/vaif

Une notion vieille de 300 ans

L'idée de durabilité est apparue au 16^e siècle. L'industrie minière en plein essor consommant de plus en plus de bois, le duché de Saxe fut le premier à décréter que l'on pouvait abattre seulement autant d'arbres qu'il pouvait en repousser. On doit la définition de ce principe à l'administrateur des mines de Saxe, Hans Carl von Carlowitz. Dans son traité sur la sylviculture, paru en 1713, il écrivait que la forêt devait être gérée de manière à garantir une « exploitation continue, permanente et durable ». Le principe de durabilité a ensuite été repris en sylviculture internationale par l'expression « rendement constant ». Dans son rapport *Halte à la croissance ?*, paru en 1972, le Club de Rome l'a transposé à l'équilibre de l'écosystème mondial.



Michel Gaillard/REA/laif

Les conventions de Rio

Outre l'Agenda 21, le Sommet de la Terre de 1992 a adopté trois conventions internationales :

- La Convention sur la biodiversité, qui a pour objectif la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments ainsi que le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.
- La Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse, en particulier en Afrique.
- La Convention sur les changements climatiques, qui contraint les États signataires à « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ». Dans le cadre des processus de suivi de Rio, on devait ensuite définir des mesures concrètes afin d'appliquer les décisions prises. Force est de constater que les pays développés n'ont pas tenu tous leurs engagements.

Pour satisfaire la soif de consommation des pays industrialisés, le pillage des ressources naturelles s'intensifie. À droite, une mine en République démocratique du Congo.

cite bien d'autres cas similaires. Il entend encourager ainsi des initiatives et des investissements en faveur d'une écologisation de l'économie, ce qui devrait en même temps promouvoir le développement social. Face à l'envergure des problèmes dont souffre la planète, ces réussites sont certes modestes. Elles prouvent toutefois que non seulement on dispose déjà du savoir-faire, des technologies et des instruments propres à augmenter la durabilité, mais également que certains s'en servent depuis longtemps avec succès. Pour le PNUE, cela ne fait aucun doute : l'économie verte est la clé de notre avenir.

Un pillage en règle

Certains faits sont établis : les réserves de matières premières (pétrole, gaz ou minerais) ne sont pas inépuisables, les ressources renouvelables (eau, air ou terres arables) sont limitées et la production d'énergie à partir d'agents fossiles réchauffe dangereusement le climat.

Il y a quarante ans déjà, le rapport *Halte à la croissance ?*, commandé par le Club de Rome, a montré que la consommation effrénée de matières premières et d'énergie dans les pays industrialisés conduirait tôt ou tard à la catastrophe. Depuis, beaucoup d'efforts ont été entrepris. Grâce aux progrès technologiques, l'industrie est devenue plus « propre », du moins dans les pays riches, et

l'efficacité énergétique s'est fortement accrue. En même temps, on a toutefois délocalisé les productions problématiques vers des pays du Sud et relancé la consommation. Malgré tous les appels à la retenue, les rejets de CO₂ provenant de sources d'énergie fossile ont dès lors augmenté de 80% depuis 1970.

Pire encore : même si nul ne conteste que l'épuisement de ressources essentielles est inéluctable, leur exploitation s'accroît d'année en année. L'économie engloutit des quantités croissantes de matières premières. Le commerce des minerais de fer, des terres rares et du charbon connaît un véritable boom. Il y a longtemps que nous consommons diverses ressources naturelles, comme le bois et l'eau, bien plus rapidement qu'elles ne se régénèrent. La surpêche vide les mers et la biodiversité s'appauvrit. Même s'il est évident que seule une réduction immédiate et massive des émissions de CO₂ pourrait ralentir le réchauffement planétaire, un nouveau record a été enregistré : en 2010, on en a rejeté dans l'atmosphère 564 millions de tonnes de plus que l'année précédente, selon les données du département américain de l'énergie. Les émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme se sont ainsi accrues de 6%, dépassant la barre de 30 gigatonnes par an. Vu l'évolution actuelle du secteur énergétique, cette tendance n'est pas près de s'infléchir.



Roger Lamoyne/Reuters/afif

Les promesses de Rio

Vingt ans après le Sommet de la Terre, où les problèmes environnementaux ont été débattus pour la première fois dans un contexte large et en tenant compte des interdépendances mondiales, la situation s'est sérieusement aggravée. À Rio de Janeiro en 1992, les participants avaient considéré qu'une petite partie de la population mondiale vivait sur un trop grand pied, et cela aux dépens de la majorité. Ils avaient adopté 27 principes fondateurs, consignés dans l'Agenda 21, un programme détaillé destiné à assurer leur mise en œuvre. L'une des intentions affichées était de «réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde». Cependant, la hausse du niveau de vie dans les pays émergents et en développement a inévitablement un coût écologique. C'est pourquoi l'on a accordé à ces pays le droit d'accroître leurs émissions de gaz à effet de serre et leur consommation de ressources.

En revanche, les pays industrialisés sont appelés à opter pour un développement économique qui préserve les ressources et à diminuer leurs émissions de CO₂. Or, même une réduction minimale des conditions de vie dans les nations riches – qui suffirait pourtant à alléger sensiblement la pollution mondiale – est vouée à l'échec sur le plan politique. La croissance économique, c'est-à-dire la consom-

mation accrue de biens et de services, reste la priorité absolue. Même si l'on s'efforce désormais de la rendre aussi «respectueuse de l'environnement» que possible.

«Aux yeux des pays industrialisés, le Sommet de Rio traitait avant tout de l'environnement, tandis que les pays en développement y ont vu une conférence sur l'équité et le droit au développement», explique Andrea Ries, responsable de la durabilité et des affaires multilatérales à la DDC. Les participants s'étaient alors engagés à œuvrer, tant au niveau national qu'international, pour un objectif suprême : le développement durable de la planète. Cette notion avait été définie cinq ans plus tôt dans le rapport Brundtland : «Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.» Pour les pays en développement, cela implique d'abord une répartition plus équitable des richesses.

Des intérêts contradictoires

Des divergences étaient apparues à Rio sur l'importance des diverses conditions à remplir pour instaurer un développement durable. Elles se sont exacerbées au cours des négociations ultérieures. Dès qu'il a fallu ancrer les déclarations d'intention dans des accords concrets, les conflits d'intérêts ont éclatés.

Faire plus avec moins

Nombre de mesures prises dans une économie verte visent à accroître l'efficacité, c'est-à-dire à générer un bien-être identique ou plus grand en utilisant moins de ressources. L'expérience montre toutefois que les économies ainsi réalisées sont rapidement compensées, voire surcompensées, par une hausse de la croissance. Le trafic automobile en offre un bel exemple : si la consommation moyenne de carburant par 100 kilomètres a diminué de 10% entre 1980 et 1998, la consommation totale, elle, a augmenté de 30% durant la même période.

Qu'est-ce que la vérité des coûts ?

L'activité économique, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, repose sur la concurrence. Or celle-ci est faussée par le fait que le prix d'un produit ou d'un service ne comprend pas tous les coûts qu'il génère. Ainsi, les coûts environnementaux et sanitaires engendrés par le recours à des énergies fossiles ne sont pas intégrés dans le prix, mais assumés par la collectivité. Voilà pourquoi le courant nucléaire est aujourd'hui moins cher que l'énergie solaire ou éolienne. Cela explique aussi qu'il soit rentable d'acheter des pierres bon marché en Chine et de les transporter jusqu'en Europe. La promotion d'une économie durable passe donc par l'intégration des coûts externalisés. La plupart des pays, même les champions de l'économie de marché, allouent des subventions ou prélèvent des droits de douane qui violent également le principe de la vérité des coûts.



Jean-Paul Guillebaud/Express-REA/air

Si les petits pêcheurs doivent ménager les ressources halieutiques (à droite, au Ghana), il est encore plus important de responsabiliser les pêcheries industrielles qui sont en train de vider les mers de leurs poissons.

Associer écologie et économie

S'inspirant du succès du New Deal lancé dans les années 30, d'aucuns ont proposé un « New Deal vert » dans le sillage de la crise financière de 2008. L'idée est d'encourager la nécessaire transition vers une économie écologique par le biais de programmes conjoncturels susceptibles de créer des emplois tout en relançant l'économie vacillante et en stimulant une croissance « verte ». Diverses mesures, comme les subventions pour l'assainissement énergétique des bâtiments ou l'appui à la recherche sur les énergies renouvelables, vont dans cette direction. Si de tels projets sont attrayants pour les pays riches, les pays en développement manquent de ressources pour les mettre en œuvre.

té au grand jour. Nombre d'entre eux ne sont toujours pas résolus. C'est notamment le cas pour la Convention sur le climat : les pays industrialisés, principaux responsables du réchauffement, s'étaient engagés non seulement à réduire leurs émissions de CO₂, mais aussi à mettre des moyens financiers et du savoir-faire à disposition des pays en développement pour les aider à construire une économie durable.

Si nul n'avait contesté ce principe à Rio, la conclusion d'accords contraignants s'est heurtée depuis lors au refus du Nord de fournir les prestations promises au Sud. La situation est d'autant plus compliquée que certains pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, ont rattrapé une grande partie de leur retard ces vingt dernières années et continuent d'afficher, contrairement aux vieilles nations industrialisées, une forte croissance économique. C'est pourquoi l'Occident aimerait que ces pays, dont l'essor économique accroît nettement les émissions de CO₂, participent à l'effort commun. Rejetant cette idée, les représentants du Sud font valoir leur droit à développer d'abord leur économie et leur bien-être avant d'appliquer des mesures restrictives en faveur du climat. Ils relèvent à juste titre que les pays du Nord, en particulier les États-Unis, ne sont guère parvenus jusqu'ici à réduire leurs émissions.

Des controverses sur la qualité de vie et la durabilité

Outre le climat, il existe bien d'autres domaines dans lesquels les priorités diffèrent selon le point de vue. En voici quelques exemples : la transformation de savanes brésiliennes en monocultures de soja, le déboisement de forêts tropicales qui font place à des plantations de palmiers à huile en Indonésie ou encore la construction de barrages qui inondent des écosystèmes entiers. Dans chaque cas, on justifie les mesures prises en prétendant qu'elles sont nécessaires pour améliorer le sort des pauvres.

« Les pays du Sud doivent développer leur économie, ce qui implique des atteintes à l'environnement. Nous avons aussi le droit d'exploiter nos ressources », soutient par exemple le Mozambicain Elísio Macamo, professeur d'études africaines à l'Université de Bâle. Ce droit figure même expressément dans l'Agenda 21. D'ailleurs, une grande partie des ressources nouvellement exploitées profitent en fin de compte aux riches pays du Nord, que ce soit sous la forme d'huile de palme bon marché destinée à l'industrie agroalimentaire ou de soja utilisé comme fourrage pour produire de la viande.

À considérer la pression croissante sur des ressources limitées, on finit par se demander si c'est



Sven Todman/afif

seulement dans les pays pauvres que le bien-être recherché dépend de la croissance économique. Les liens entre qualité de vie, croissance et durabilité suscitent aujourd'hui la controverse au niveau mondial, tout comme la possibilité de concilier ces notions. D'aucuns remettent en cause notamment la pertinence du produit intérieur brut comme indicateur du bien-être, ainsi que la volonté de l'augmenter sans cesse. Leur argumentation est la suivante : pour évaluer l'impact écologique, mais aussi social, de la croissance, il faudrait intégrer bien d'autres facteurs que la seule quantité de biens produits et d'argent encaissé.

Retour à Rio

C'est là le genre de propositions dont débattent les délégations qui se retrouveront du 20 au 22 juin prochain à Rio, vingt ans après le Sommet de la Terre, afin de donner un nouveau souffle à la durabilité.

Depuis 1992, beaucoup de choses ont changé. L'ouverture des marchés a conduit à un essor rapide du commerce mondial et tissé des liens d'interdépendance inouïs. Des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, sont devenus les locomotives de l'économie planétaire. La population mondiale s'est accrue de 27% et compte désormais

Propositions suisses

Dans la perspective de la Conférence sur le développement durable, qui se tiendra en juin à Rio, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a créé un groupe de 21 experts de haut niveau. Il l'a chargé d'élaborer des idées novatrices afin de promouvoir un développement durable. Ce groupe propose de définir un ensemble d'objectifs de durabilité pour le développement, appelés à remplacer, après 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement. À l'invitation de Ban Ki-moon, la Suisse est représentée au sein de ce groupe par Micheline Calmy-Rey. L'ancienne conseillère fédérale a formulé des propositions dans les domaines suivants : justice sociale, lutte contre la pauvreté, gouvernance, économie verte et suppression des subventions pour les carburants fossiles.

plus de 7 milliards d'êtres humains. Le bien-être et l'économie progressent partout – une évolution qui s'accompagne toutefois d'une polarisation sociale.

Sur le front du climat, des ressources et de l'environnement, la situation s'est sensiblement détériorée. « Il faudrait recommencer à zéro de toute urgence », affirme Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud. À ses yeux, il importe en priorité de s'affranchir des énergies fossiles dans un délai de vingt à trente ans et d'arrêter de baser l'économie sur le gaspillage de ressources. Pour atteindre ces objectifs, la conférence Rio+20 se penchera sur deux sujets clés : l'« économie verte » et les « cadres institutionnels pour le développement durable ».

De l'avis de Franz Perrez, chef de la division Affaires internationales au sein de l'Office fédéral de l'environnement, il y a fort à faire pour créer les cadres institutionnels requis. Pourtant, la situation est si précaire que des mesures radicales s'imposent rapidement. Celles-ci ne produiront toutefois des effets que si tout le monde y met du sien. À Rio, on examinera donc les moyens de créer une gouvernance environnementale qui serait capable, contrairement au système actuel, d'exercer une véritable influence et de s'imposer au niveau international.

Défiance à l'égard de l'économie verte

Il est indispensable de définir un cadre international contraignant (second sujet clé à l'ordre du jour de Rio+20), ne serait-ce que pour faire admettre l'idée d'une économie respectant des impératifs écologiques et sociaux. Les activités économiques jouent en effet un rôle central, puisqu'elles constituent à la fois le moteur du développement et la principale cause des pressions exercées sur l'environnement et les ressources. C'est du moins ce qui prévalait par le passé.

Des économistes s'interrogent aujourd'hui sur les moyens de dissocier économie et consommation de ressources. L'une des solutions consiste à renforcer les normes environnementales, telles que les valeurs limites d'émission, la vérité des coûts et l'intégration des coûts écologiques dans les prix. Les pays riches, comme la Suisse, devraient à l'avenir investir dans des projets technologiques destinés à améliorer l'efficacité des ressources et à promouvoir l'exploitation d'énergies renouvelables. Toutefois, ils ne le feront que si ces investissements n'entravent pas les profits à court terme, comme en témoigne l'échec des tentatives visant à instaurer une taxe efficace sur le CO₂, en Suisse par exemple.

Certains représentants du Sud se méfient donc de la définition que l'on donnera à cette « économie

verte », inscrite à l'ordre du jour de Rio+20. C'est le cas de Martin Khor, directeur du Centre Sud à Genève, qui se bat depuis longtemps pour un développement durable. Cet économiste malaisien craint notamment que les pays industrialisés n'abusent des prescriptions environnementales à des fins protectionnistes et qu'ils ne barrent une fois de plus l'accès à leurs marchés aux pays en développement. Il s'en prend aussi vertement au commerce des droits d'émission, qui permet aux riches d'acheter le droit de polluer et de laisser les autres agir à leur place.

Investir aussi dans la formation

Selon Andrea Ries, il faut corriger le tir afin que l'attention accordée à l'économie verte et à l'environnement ne nous fasse pas perdre de vue l'approche globale du développement durable : « Il est important de formuler explicitement des objectifs sociaux et de garantir l'équité dans le cadre de l'économie verte, puis de s'y tenir. En effet, vert ne signifie pas nécessairement social. »

La culture de céréales destinées à la fabrication d'agrocarburants en est un bon exemple, puisqu'elle entre en concurrence directe avec la production alimentaire. Si les pays industrialisés se doivent d'investir dans l'économie verte en finançant surtout des technologies de pointe pour accroître l'efficacité, la DDC estime qu'au Sud, l'effort doit porter en priorité sur l'agriculture. « Il est urgent d'investir dans ce secteur. Cela permettra aux petits paysans d'échapper à la pauvreté, eux qui ont déjà un mode de vie durable et sont appelés à jouer un rôle décisif dans la production de denrées alimentaires », affirme Andrea Ries.

L'urbanisation galopante constitue un autre domaine crucial du développement. Il ne s'agit pas seulement de doter les mégapoles d'infrastructures écologiques. Celles-ci doivent aussi avoir un visage humain, offrir un toit à des millions de gens et leur garantir un accès à l'eau potable.

Que ce soit dans les sociétés hautement industrialisées ou dans les campagnes reculées, le défi consiste à produire davantage et de manière durable malgré la raréfaction des ressources. Cette conversion écologique de l'économie devrait accroître le niveau de qualification des emplois. Pour éviter que les pauvres, et plus particulièrement les femmes, ne soient évincés du marché du travail, il faut dès lors investir dans la formation – c'est là un troisième objectif de la politique de développement. L'économie verte sera alors à la fois sociale et durable. ■

(De l'allemand)

Un système de suivi innovant

La Suisse possède déjà un instrument qui reflète mieux le développement d'un pays que le produit intérieur brut. C'est le Monitoring du développement durable (Monet). Ce système innovant s'appuie sur 80 indicateurs, répartis dans 26 domaines thématiques, pour mesurer et décrire la durabilité du développement en Suisse. Il tient compte aussi bien d'aspects économiques que sociaux et écologiques. Pour évaluer le bien-être en Suisse, Monet utilise des statistiques sur la santé, des échelles salariales, des enquêtes relatives à la sécurité et d'autres indicateurs. www.bfs.admin.ch, « Thèmes », « Développement durable »